DANS L'ACTUALITE du 25 au 28 juillet 2014

Textes officiels

JORF n° 0172 du 27 juillet 2014

Composition et fonctionnement du Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières (loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové)

[Décret n° 2014-843 du 25 juillet 2014 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières](#)

Réponse ministérielle

Perspective de la fin du monopole de la RATP pour le métro

[Rép. min. n° 11351, JO Sénat du 24 juillet 2014](#)

Prise en compte du risque inondation

[Rép. min. n° 11775, JO Sénat du 24 juillet 2014](#)

Validité d'un PLU

[Rép. min. n° 463, JO Sénat du 24 juillet 2014](#)

Délai de réponse à une demande d'annulation d'un permis de construire

[Rép. min. n° 10609, JO Sénat du 24 juillet 2014](#)

Affichage d'un arrêté de non-opposition à une déclaration préalable à de petits travaux

[Rép. min. n° 11918, JO Sénat du 24 juillet 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Le Conseil adopte des règles en matière d'identification électronique

[Le Conseil a adopté ce jour un règlement qui fixe les conditions relatives à la reconnaissance mutuelle de l'identification électronique, établit des règles applicables aux services de confiance, en particulier pour les transactions électroniques, et crée un cadre juridique pour les signatures électroniques, les cachets électroniques, les horodatages électroniques, les documents électroniques, ainsi que les services d'envois recommandés électroniques et les services de certificats pour l'authentification de sites Web \(document PE-CONS 60/14; déclaration: document 11733/14 ADD 1\).](#)

Source : Communiqué Conseil de l'Union européenne du 23/07/2014

Urbanisme

Parution du décret instituant un Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières

[Le décret précisant la composition et le rôle du Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières \(CNTGI\), qui va encadrer l'activité des professionnels du secteur comme prévu par la loi Alur sur le logement, est paru dimanche au Journal officiel.](#)

Source : le Moniteur du 28/07/2014

Île-de-France : les propositions de l'ORF pour relancer l'urbanisme opérationnel et mobiliser le foncier du Grand Paris

[Les deux groupes de travail de l'Observatoire régional du foncier en Île-de-France ont rendu les conclusions de leurs travaux, portant sur la relance de l'urbanisme opérationnel, et la mobilisation du foncier du Grand Paris, mi-juin. Leurs rapports détaillent les propositions qui viendront notamment alimenter le travail de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris.](#)

Source : le Moniteur du 25/07/2014

Projets Anru : les avances, c'est fini ?

Un rapport de la Cour des comptes sur la gestion de l'Anru suggère que l'Agence ne fasse plus d'avances de subvention aux opérateurs, dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain. Une idée qui plairait à Bercy et au ministère du Logement, alors que se repose avec de plus en plus d'acuité la question de la soutenabilité financière de l'Anru. La Cour recommande également d'éviter les avenants aux conventions et le "recyclage des crédits". Avec moins de succès, elle suggère que l'Anru abandonne les internats de la réussite et toutes les autres missions qui ne font pas partie de son cœur de métier. Par exemple, elle s'interroge sur la capacité de l'Anru à apprendre le métier d'investisseur, comme le lui permet désormais la loi.

Source : localtis.info du 24/07/2014

Environnement

Obligation de travaux énergétiques : puissante ou illusoire selon La Fabrique Ecologique

L'obligation d'embarquer la performance énergétique lors de certains types de travaux sur un bâtiment, inscrite dans le projet de loi pour la transition énergétique, se révélera « très puissante ou illusoire ». C'est ce qu'estime La Fabrique Ecologique dans une note sur l'avant-projet de loi présentée jeudi 24 juillet par Arnaud Gossement et Géraud Guibert.

Source : le Moniteur du 25/07/2014

Collectivités territoriales

L'agence nationale de rénovation urbaine bien notée par la Cour des comptes

Missionnée par la commission des finances du Sénat, la Cour des comptes a rendu ce jeudi 24 juillet un rapport plutôt positif sur la gestion de l'ANRU, avec quelques bémols cependant, notamment quant au système de suivi des programmes portés par les collectivités.

Source : le Moniteur du 25/07/2014

Vu dans les revues

BJCP n° 95 juillet-août 2014 p.239, *Dossier spécial – Nouvelles directives marchés publics et concessions de services (suite...)*

BJCP n° 95 juillet-août 2014 p.292, *Dans quelles mesures un candidat peut-il proposer des modifications au projet de convention de DSP ? Quelle est la nature du contrôle du juge de cassation sur l'appréciation portée par le juge du référé précontractuel ?* conclusions Gilles Pellissier

BJCP n° 95 juillet-août 2014 p.300, *Quelle est la qualification du contrat par lequel un hôpital délègue l'exploitation de la télévision, du téléphone et de l'internet ?* conclusions Gilles Pellissier

Décideurs : Stratégie Finance Droit | Acteurs publics & Entreprises – Energie, Infrastructures et Environnement 2014 p.205, *Nous sommes l'une des plus importantes équipes du territoire dans la pratique du droit public et du droit de l'environnement*, entretien avec Nicolas Nahmias et Jérôme Léron

Presse

Aéroport de Toulouse : ADP et les collectivités sur les rangs

[L'Etat veut céder sa participation. Les Hautes-Pyrénées et le Midi-Pyrénées ont manifesté leur intérêt.](#)

Source : les Echos du 28/07/2014

Les préfets pourront réduire le nombre des syndicats de communes

[Les préfets auraient le pouvoir de fusionner ces syndicats, dont les budgets frôlent 18 milliards d'euros.](#)

Source : les Echos du 27/07/2014

A Roissy, le centre commercial Aéroville

[Unibail-Rodamco, qui a investi 355 millions dans cet ensemble de 200 boutiques, se dit en phase avec ses objectifs.](#)

Source : le Monde du 25/07/2014